

## L'OCDE ET L'EUROPE VEULENT MIEUX LUTTER CONTRE L'ÉVASION FISCALE

## L'Algérie devrait s'y associer

**Une rencontre de haut niveau entre plusieurs pays de l'OCDE (Organisation pour la coopération et le développement économiques) sur la transparence et l'échange de renseignements s'est tenue à Paris le 21 octobre 2008, pour examiner les réponses qu'ils pourraient apporter au non-respect de leur législation fiscale par les centres offshore (paradis fiscaux).**

**A son tour, le 13 novembre dernier, la Commission européenne a fait des propositions pour combler les lacunes de la législation sur la fiscalité de l'épargne et mieux lutter contre l'évasion fiscale.**

L'Algérie, liée à l'Union européenne par un accord d'association et par un certain nombre de Conventions bilatérales (fiscalité, libre-échange, facilités douanières), devrait s'impliquer dans ce combat contre l'évasion fiscale. Les pays réunis à Paris ont fait observer que les récents scandales survenus en Europe et ailleurs impliquent désormais plus de 40 pays à travers le monde et soulignent l'im-

pact sur leur économie des paradis fiscaux et des juridictions pratiquant le secret. Ils ajoutent que les investisseurs établis dans des juridictions offrant un environnement opaque ont aggravé la crise financière actuelle et que le besoin de financements publics qui en découle rend encore plus cruciale la question de la lutte contre la perte de recettes fiscales.

Pour l'Union européenne (UE), «le champ d'application actuel de la directive de 2005 doit être étendu, afin que nous puissions atteindre notre objectif consistant à mettre fin à l'évasion fiscale», a déclaré le 13 novembre 2008 le Commissaire européen à la fiscalité.

A la demande des Etats européens, et sous pression de l'Allemagne qui accuse le Liechtenstein en particulier d'être un havre pour les fraudeurs, la Commission a réexaminé une directive datant de 2005 sur la taxation de l'épargne dans l'UE. Elle est jugée insuffisante à la lumière des révélations de fraude massive vers la principauté du Liechtenstein en début d'année 2008. Cette directive prévoit un échange d'informations entre Etats sur les revenus de l'épargne

des non-résidents. Mais les pays de l'Union européenne (UE) pratiquant le secret bancaire (Belgique, Luxembourg, Autriche), ainsi que les paradis fiscaux européens hors UE ont obtenu de ne pas y participer et se contentent de taxer à la source les intérêts tirés de l'épargne placée chez eux. De plus, le système est lacunaire car la directive ne concerne que les revenus d'intérêts de l'épargne — ce qui exclut un certain nombre de produits financiers — et se limite aux placements par des personnes physiques (et non par des fondations par exemple, utilisées comme paravent pour contourner la législation).

La commission propose deux changements principaux, qui doivent encore être validés par le Parlement européen et adoptés à l'unanimité par les Etats de l'UE. La directive de 2005 n'avait déjà pu être obtenue qu'au forceps ; après 14 années de laborieuses négociations, certains pays comme le Luxembourg se montrant particulièrement réticents. Le commissaire européen à la fiscalité a dit espérer une adoption finale de sa proposition en 2009. Les ministres des Finances de l'UE ont eu une première discussion à ce sujet le 2 décembre 2008.

COOPÉRATION  
ET COORDINATION  
INTERNATIONALES

Les lacunes en matière de transparence et d'échange de renseignements sont de nature à favoriser la fraude et l'évasion fiscales transfrontalières. Ainsi, certaines décisions d'investissement peuvent être prises dans le but de soustraire leur auteur à l'impôt, au lieu de viser l'efficacité économique. Ces pratiques sont à l'origine de distorsions de concurrence. Par ailleurs, la fraude et l'évasion fiscales diminuent les ressources disponibles pour le financement des services publics essentiels et accroissent la charge fiscale qui pèse sur les contribuables honnêtes. En outre, ce fléau touche non seulement les pays développés, mais également les pays en développement, en sapant leurs capacités de consolider leurs finances publiques et de moderniser leur économie. Bien que de nombreux pays et territoires identifiés comme paradis fiscaux aient pris des engagements en vue d'améliorer la transparence et l'échange de renseignements, la mise en œuvre de ces normes internationales à travers la signature d'accords

d'échange de renseignements fiscaux progresse trop lentement. Il y a eu des efforts, accomplis par certaines juridictions, qui ont donné à leurs centres financiers une nouvelle orientation et ont signé des accords d'échange de renseignements fiscaux, lesquels constituent des instruments efficaces de lutte contre la fraude et l'évasion fiscales au plan international, mais ces efforts demeurent encore trop insuffisants, reconnaissent nombre d'experts internationaux. Il est indispensable qu'il y ait une réponse concertée pour lutter contre la fraude et l'évasion fiscales, à travers l'adoption de mesures appropriées à chaque pays et la coordination de certaines de leurs actions.

L'OCDE a été chargée de définir une méthodologie établissant une distinction claire entre les pays et territoires qui ont mis en œuvre de manière substantielle les normes de l'organisation sur l'échange de renseignements et ceux qui ne l'ont pas fait, et de publier ses conclusions en 2009.

L'Algérie qui a des contacts informels avec l'OCDE pourrait bénéficier de cette coopération internationale. Le gouvernement en a-t-il la volonté politique ?

Djilali Hadjadj

LES PARADIS FISCAUX  
Le vent en poupe

Les paradis fiscaux ont une image très négative en partie à cause du mystère qui les entoure. Toute la complexité des paradis fiscaux tient justement à l'interconnexion qui y est fréquente entre légal et illégal, entre fonds propres et fonds sales. Ce document donne quelques pistes pour présenter la situation des paradis fiscaux et leurs effets sur l'économie mondiale. Une certaine lutte internationale existe contre la criminalité financière hébergée dans ces centres offshore, malheureusement elle souffre de nombreux blocages ce qui la rend à l'heure actuelle quasi inopérante.

Les paradis fiscaux sont des territoires alliant secret bancaire et une politique de faible taxation des avoirs. Ce peuvent être des Etats à part entière ou des dépendances d'autres pays (Jersey, îles Caïman,...).

Plus précisément, ces territoires répondent à quatre critères: secret bancaire strict ; pas ou peu de taxes, que ce soit sur les revenus, les bénéfices ou l'immobilier ; grandes facilités d'installation, de création de sociétés ; et la loi sur les trusts est très développée.

Le secret bancaire n'est pas qu'une «tradition», c'est une obligation établie par la loi. En Suisse, le secret bancaire est inscrit dans la loi (code civil et code pénal). Un banquier qui

divulgue des informations sur un client risque une peine de prison. L'évasion fiscale n'y est pas considérée comme un crime. Ainsi, un juge étranger enquêtant sur une affaire d'évasion fiscale en Suisse se verrait refuser d'enquêter en Suisse. Seule la plainte pour fraude fiscale (production de faux documents, escroquerie...) est recevable.

On en trouve principalement dans trois parties du monde : Europe, Pacifique, Amérique centrale et Caraïbes. En Europe, on peut citer le Liechtenstein, la Suisse, les îles anglo-normandes de Jersey et Guernesey.

Les Caraïbes en abritent la majorité : îles Caïman, Turks et Caïcos, Bermudes.

On trouve non loin des Caraïbes le Panama et le Belize. Quelques centres offshore existent dans le Pacifique : Vanuatu,... Les paradis fiscaux abriteraient 3% de la richesse mondiale. D'après le FMI, le blanchiment d'argent sale représenterait 2 à 5% du PNB mondial, c'est-à-dire entre 500 à 1500 milliards de dollars. Ces chiffres sont naturellement à prendre avec précaution car il est très délicat d'obtenir ces informations. Par contre, les paradis fiscaux profitent des fonds déposés sur place : les services financiers représentent 15 à 20% du PIB aux Bahamas comme aux Bermudes.

DES ALGÉRIENS «FORTUNÉS»  
Y ONT PLACÉ DES CAPITAUX  
Le Liechtenstein promet de lutter  
contre l'évasion fiscale

Cédant un peu de terrain face aux pressions de l'étranger, le Liechtenstein — petit Etat de 160 km<sup>2</sup> niché entre l'Autriche et la Suisse — s'est engagé à coopérer avec l'Union européenne en matière de fiscalité, sans pour autant renoncer totalement au secret bancaire garanti aux investisseurs fortunés attirés par son image de paradis fiscal. Certains experts du secteur financier local estiment qu'un compromis entre le Liechtenstein et ses voisins pourrait prendre la forme d'une amnistie pour les clients de longue date. Le secret fiscal local est mis en cause notamment par la justice allemande, qui a lancé des investigations sur un millier de particuliers soupçonnés d'évasion fiscale via des placements au Liechtenstein. Le *Financial Times* a rapporté que l'une des mesures envisagées consisterait à offrir la communication d'informations sur les comptes détenus au Liechtenstein par des étrangers et non déclarés au fisc de leur pays d'origine, à condition que les clients ne

soient pas trop lourdement sanctionnés. Les clients pourraient en outre être prévenus à l'avance de la transmission à leur pays d'origine des données les concernant, ce qui leur laisserait le temps de transférer leurs placements ailleurs, écrit le quotidien. «Nous n'allons pas renoncer au secret bancaire», a déclaré au *Financial Times* le Premier ministre du Liechtenstein. «Mais nous sommes disposés à collaborer avec d'autres pays dans les cas d'usage abusif des lois sur le secret bancaire à des fins d'évasion fiscale.» Des Algériens «fortunés» ont placé, depuis les années 1980, d'importants capitaux au Liechtenstein, argent issu des grosses affaires de corruption, de l'évasion fiscale et de la fuite des capitaux. Pour les identifier, il suffirait que le gouvernement algérien se rapproche de son homologue du Liechtenstein... Mais ni l'un ni l'autre ne voudrait dénoncer ses «brebis galeuses».

D. H.

## Des mots pour le dire

## Profiter des lacunes de la loi

On pourrait définir l'évasion fiscale comme une démarche intentionnelle permettant à un contribuable individuel ou à une entreprise de diminuer, voire d'éviter le paiement d'un impôt. L'évasion fiscale au sens strict consiste à organiser ses activités économiques et financières afin d'échapper à l'impôt en utilisant les lacunes de la loi : par exemple, en réalisant des gains en capitaux plutôt que des revenus de placement, sachant que les premiers échappent à tout impôt. L'évasion fiscale provient du flou inévitable dans la définition des assiettes fiscales et, aussi, de la mobilité plus ou moins forte de certaines ressources imposables. L'utilisation des incohérences ou des divergences entre les législations fiscales nationales («concurrence fiscale») ou internationales («paradis fiscaux») relève de l'évasion.

LU DANS LE JOURNAL OFFICIEL  
DU 31 DÉCEMBRE 2008

## Création d'un service d'investigations fiscales

La loi n° 08-21 du 30 décembre 2008 portant de finances pour 2009 vient d'être publiée au Journal officiel n°74 du 31 décembre 2008. Au niveau du titre «Dispositions fiscales diverses», l'article 45 stipule qu'«il est créé au sein de la direction générale des impôts, un service des investigations fiscales chargé, au niveau national, de mener des enquêtes en vue d'identifier les sources d'évasions et de fraudes fiscales. Le service d'investigations fiscales créé par décret exécutif dispose d'antennes régionales qui lui sont rattachées. Les modalités de mise en œuvre de cet article seront définies par voie réglementaire.» Comme le projet est assez ancien, il faut croire que le texte d'application de cet article sera rapidement publié et mis en chantier.

LSC